LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE

4e CONFÉRENCE DE MEDENER

Pour un nouveau mix énergétique durable

■ Medener, c'est l'association méditerranéenne des agences nationales pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Elle a organisé, en partenaria avec l'Agence nationale algérienne pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), le 25 mai 2016 à Alger, la 4e Conférence internationale, placée sous le haut patronage de M. Salah Khabril, ministre de l'Energie. Dans la déclaration finale rendue publique sur le site du Centre national du développement des énergies renouvelables (CDER), les participants soulignent *"le besoin urgent d'une accélération des politiques d'efficacité énergétique et de promotion des sources d'énergies renouvelables dans le mix énergétique des pays méditerranéens afin d'accélérer le processus de transition énergétique dans la Région"*. Lors de la plénière, le directeur du CDER, Noureddine Yassaa, a mis en valeur, dans son intervention *"les premiers projets du CDER dans le sud de l'Algérie dans le balisage solaire, l'électrification des foyers isolés, le pompage solaire, l'élaboration des cartes solaires et éoliennes de l'Algérie, la formation des ingénieurs et des chercheurs, les études et conseils"*. L'essentiel des thématiques a tourné autour de le place pour l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le gaz.

LE CARREFOUR D'ALGÉRIE

Université d'Oran 1 «Ahmed Benbella»

Un colloque international sur la Biodiversité marine en préparation

Une nouvelle édition du Colloque international sur la Biodiversité marine est en préparation à l'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella", a-t-on appris mercredi du président de cette manifestation scientifique, Pr Zitouni Boutiba. Cette rencontre vise à mettre en relief "le rôle prépondérant que joue l'Algérie dans la préservation de la Biodiversité marine et littorale à différentes échelles", a précisé Pr Boutiba, également directeur du Laboratoire Réseau de surveillance environnementale (LRSE), relevant de l'Université d'Oran-1 Ahmed Benbella. Un appel à contribution, adressé aux spécialistes en sciences de la mer, est ouvert jusqu'au 1er juillet en perspective de la nouvelle édition programmée pour novembre sous l'égide de la Direction générale de la Recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), a-t-il indiqué. Le colloque, a-t-il expliqué, constitue un espace d'échange de connaissances entre scientifiques, opérateurs économiques et cadres institutionnels, avec pour objectif "d'ouvrir des pistes de réflexion à même de consolider la sauvegarde des espèces et espaces marins et côtiers". Les participants présenteront dans ce cadre les résultats de leurs travaux scientifiques, ainsi que leurs plans d'actions et projections futures, à l'effet "d'une protection efficiente des espaces comme des espèces, actuellement menacées de disparition, et ce, pour le bien et l'avenir des populations méditerranéennes et mondiales", a fait valoir Pr Boutiba. Le Laboratoire Réseau de surveillance environnementale dirigé par ce spécialiste compte 7 équipes de recherche investies dans les champs "Géo-sciences marines", "Biosurveillance marine littorale", "Gestion des ressources halieutiques", "Microbiologie marine", "Parasitologie marine", "Ecologie marine littorale", et "Ecotoxicologie marine". La rencontre en préparation fait suite à trois précédentes éditions tenues en 2007, 2010 et 2013 à Oran, rappelle-t-on.

Horizons

HCA

Le Haut-Commissariat à l'amazighité et l'université Hadj Lakhdar de Batna organiseront, le 12 juin à 22h, la cérémonie de sortie de la première promotion de licenciés en langue et culture amazighs.

LE CARREFOUR D'ALGERIE

Fermés pour des raisons sécuritaires

Réouverture de 31 bureaux de postes à Tizi-Ouzou

Un total de 31 bureaux de postes répartis sur autant de localités à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été rouverts au public suite à une décision de réouverture prise par le wali, Brahim Merad, à l'issue de ses visites de travail dans les communes de la wilaya. Selon un communiqué rendu public hier par la cellule de communication de la wilaya, ces bureaux fermés pour des raisons sécuritaires notamment ayant été la cible de hold-up orchestrés par des terroristes ou des groupe de malfaiteurs, "sont dotés de super structures métalliques réalisées par les services des communes concernées". Les bureaux concernés par cette mesure de réouverture sont Boudjima, Agouni Gueghrane, Akerrou, Taguemount Azouz, Tikobaine, Ifigha, Ighil Bouzrou, Tizi Ntlata, Iboudrarene, Illoula Oumalou, Tala Bouzrou, Frikat, Djemaa Saharidj, Agouni Bouafir, Adila, Tamdikt, Agouni Bouragh, Izarazene, Mechtras, Ait Idja, Beni mendes, Bounouh, Ait Bouadou, Ait Sidi Said, Tizi Lilane, Tizi Tzougart, Berkoka, Ait Aggouache, Tabouda, Akaoudj, Cheurfa N'Bahloul , et celui de l'université Mouloud Mammeri. "Cette décision de réouverture permettra de prendre en charge les préoccupations des citoyens et des collectivités locales" précise le même communiqué. Il est par ailleurs précisé dans le même document que "les quelques bureaux délocalisés et qui travaillent à portes fermées, sont en voie de réouverture" afin d'éviter aux citoyens de long déplacement pour retirer leur argent (salaires, retraites, pensions d'handicapés...).

M Aswel

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national

Biodiversité et écosystèmes marins

Colloque international en préparation à l'Université d'Oran

■ *Cette rencontre vise à mettre en relief «le rôle prépondérant que joue l'Algérie dans la préservation de la biodiversité marine et littorale à différentes échelles», a précisé Pr Boutiba, également directeur du Laboratoire réseau de surveillance environnementale (LRSE), relevant de l'Université d'Oran-1 Ahmed-Benbella.*

Par Maya F.

Une nouvelle édition du Colloque international sur la biodiversité marine est en préparation à l'Université d'Oran-1 «Ahmed-Benbella», a-t-on appris hier du président de cette manifestation scientifique, Pr Zitouni Boutiba. Cette rencontre vise à mettre en relief *«le rôle prépondérant que joue l'Algérie dans la préservation de la biodiversité marine et littorale à différentes échelles»*, a précisé Pr Boutiba, également directeur du Laboratoire réseau de surveillance environnementale (LRSE), relevant de l'Université d'Oran-1 Ahmed-Benbella. Un appel à contribution, adressé aux spécialistes en sciences de la mer, est ouvert jusqu'au 1er juillet en perspective de la nouvelle éditionprogrammée pour novembre sous l'égide de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), a-t-il indiqué.Le colloque, a-t-il expliqué, constitue un espace d'échange de connaissances entre scientifiques, opérateurs économiques et cadres institutionnels, avec pour objectif *«d'ouvrir des pistes de réflexion à même de consolider la sauvegarde des espèces et espaces marins et côtiers»*. Les participants présenteront dans ce cadre les résultats de leurs travaux scientifiques, ainsi que leurs plans d'actions et projections futures, à l'effet *«d'une protection efficiente des espaces comme des espèces actuellement menacées de disparition, et ce, pour le bien et l'avenir des populations méditerranéennes et mondiales»*, a fait valoir Pr Boutiba. Le Laboratoire réseau de surveillance environnementale dirigé par ce spécialiste compte 7 équipes de recherche investies dans les champs «Géosciences marines», «Biosurveillance marine littorale», «Gestion des ressources halieutiques», «Microbiologie marine», «Parasitologie marine», «Ecologie marine littorale», et «Eco-toxicologie marine». La rencontre, en préparation, fait suite à trois précédentes éditions tenues en 2007, 2010 et 2013 à Oran, rappelle-t-on.Par ailleurs, l'objectif consiste à *«dresser un état des lieux du secteur de l'environnementmarin en Algérie et au sein du bassin méditerranéen»*, a indiqué le professeur Boutiba Zitouni. Près de 80 chercheurs algériens ont confirmé leur participation aux côtés de chercheurs étrangers en provenance des Etats-Unis d'Amérique, Angleterre, France, principauté de Monaco, Espagne, Italie, Turquie, Syrie, Liban, Maroc, Mauritanie et de Tunisie. Les travaux s'articuleront autour de quatre thèmes majeurs, à savoir «Ecologie et risques littoraux», «Bio-surveillance marine et littorale», «Gestion des ressources marines et développement durable», et «Aménagement dulittoral et politiques de gestion». *«Les niveaux et tendances des pollutions chimique et biologique du littoral seront abordés en vue de dégager les nouveaux indices de stresslié au changement global»*, a-t-il expliqué, ajoutant que l'opportunitésera saisie pour activer le Réseau national d'océanologie, promouvoir les plansde formation (LMD) en sciences de la mer et participer à l'encadrement des cadresdu secteur. Ce colloque fait suite à un workshop international sur le même thèmeorganisé en novembre 2007 à Oran et sanctionné par une série de recommandationspour la sauvegarde du milieu marin. Cette nouvelle édition cible, quant à elle, *«une protection plusseffective des espaces comme des espèces, actuellement menacées de disparition, et ce, pour le bien des peuples et des générations futures au sein du bassinméditerranéen»*, a-t-on encore indiqué. La rencontre est organisée en collaboration avec le Centre de rechercheMer Molécules Santé (MMS) de l'université de Nantes (France), sous l'égide dela Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT).

M. F./APS

Le Quotidien D'ORAN
Edition Nationale d'Information

A quoi sert-il d'avoir deux langues nationales ?

Les plus pessimistes d'aujourd'hui ont été les plus optimistes autrefois. Ils poursuivaient de vaines illusions. L'échec les a découragés. (Hu Shi, philosophe chinois).

Par Farouk Zahi

Oui, à quoi sert-il d'avoir deux langues nationales dont l'une est officielle depuis la constitution de 1963 et l'autre depuis peu pour enfin de compte, communiquer dans une langue étrangère à la grande majorité de la communauté nationale ? On pourrait nous rétorquer la même chose pour l'écriture, notre argumentaire serait de dire que ce nous écrivons est destiné à un lectorat restreint et dont la maîtrise de la langue d'écriture est bien établie. Par contre, ceux qui en usent et abusent de ce revers, ce sont des personnalités nationales dont la voix est portée par les médias conventionnels d'hier et les réseaux sociaux d'aujourd'hui. La consternation réside aussi dans le fait d'inviter des chefs de missions diplomatiques qui s'expriment dans la langue chérie d'El Mouradia, quand nos officiels trouvent des difficultés à lire un discours écrit dans la langue qui a été longtemps un moyen de dépersonnalisation nationale. Il y a ceux qui font l'effort de se faire comprendre par la majorité de la population en se réadaptant à une réalité linguistique tels que l'ancien président du RCD - dont l'accent rocailleux du terroir y ajoute un zeste de truculence - Ahmed Bedjaoui, pour ne pas le citer, est sans nul doute l'archétype historique de cette heureuse conversion, et ceux qui récitent des textes dont ils ne sont pas souvent les rédacteurs. Ajoutée à leur égo, cette propension à vouloir communiquer soi même, démontre si besoin est, leur prétention délibérée de toujours considérer leurs proches collaborateurs comme inaptes à cette tâche. D'ailleurs, la fonction de porte parole a été, lamentablement, bannie et dans tous les secteurs d'activité.

La dernière tripartite est une anthologie dans le registre. Cet événement d'une extrême importance pour le pays ou du moins de ce qui l'on est attendu de par la volonté de ceux qui l'ont organisée, intéresse aussi bien le chercheur en économie que le simple ouvrier. De tous les intervenants, soit en séance plénière ou en aparté, seul le Premier ministre et la dame membre de la Confédération algérienne du patronat(CAP) se sont exprimés en langue nationale débarrassée de toute obséquiosité. Pourtant le lieu (Résidence d'Etat de Djenane El Mithak) et l'aréopage politique réuni commandait aux organisateurs d'être drastiques en matière de protocole et de tenue générale.

A ce propos, le Secrétaire général de la plus grande organisation syndicale du pays ne s'embarrasse d'aucun protocole en matière de couvre chef. Et même si cette excentricité semble être tolérée dans le microcosme officiel, les règles de bien séant dictent au pantouf de se décoiffer en espace clos. Le guevarisme, âge d'or des luttes sociales pour la liberté, n'est plus qu'une relique gravée sur les tee-shirts d'un alter mondialisme en mal de dépaysement post révolutionnaire. Quant à l'inénarrable président du FCE (Fédération des chefs d'entreprises), élevé au sein de l'école nationale, pourtant arabisée, il s'obstine à vouloir manier la langue de Voltaire donnant l'impression, ainsi, de réciter une fable ou une leçon de chose en prenant le soin de ne pas commencer le maître d'école. L'organisation précitée, l'homme de lettres bilingues et même trilingues, qui sont autrement capables de lui donner plus de crédit aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Mais que ne ferait-on pas, si ce n'est qui terrorise et fascine à la fois l'objectif de la caméra, ne renvoyait pas cette image narcissique au journal de 20 h ? Il est d'ailleurs remarqué que l'on ne se bouscule pas quand il s'agit d'une interview radiophonique.

Le rapport final présenté par le directeur de cabinet du Premier ministère, ne déroge pas lui aussi, à la règle de francisation ce qui ne manquera pas de donner du grain à moudre aux tenants de l'amjambisme linguistique. Le tragique est vécu dans l'agora planétaire qu'est le siège des Nations unies, quand les représentants du pays qui y a fait introduire la langue arabe comme langue officielle s'expriment dans une autre langue. La France des lumières, elle-même, mène une lutte acharnée contre l'anglicisme environnemental. Le nôtre, est malheureusement envahi, par toutes sortes d'inscriptions graphiques qui n'émeuvent plus personne.

En plus de « la vache qui rit » qui revient en force, voilà que les empires, ottoman et chinois se retrouvent en terrain conquis. Comment ce jeune apprenant peut-il se reconnaître dans un univers linguistique bigarré et illisible ? Quant à nos « frères » moyens orientaux, principaux investisseurs dans la téléphonie mobile et les fabricants de sodas américains, ils n'y vont pas de main morte pour dénaturer ce qui peut encore ressembler à la langue arabe. Et ça va de « ahdar » à « gargaâ ».

Le Premier ministre n'a pas manqué de revenir sur la fraude constatée lors des épreuves du baccalauréat de cette année. Il réaffirme la solidarité gouvernementale à l'égard d'un de ses membres mis sur le grill de la désapprobation suite à cette découverte. Il ne faut surtout pas tirer sur les ambulances. Ce malheureux épisode, qui n'est d'ailleurs pas le premier et ne sera probablement pas le dernier, a été vécu par tous les ministres en charge du secteur depuis 1962 sauf que celui-ci a connu une ampleur jamais égalée du fait des moyens technologiques de communication dont dispose le pays. Parler, présentement, de fraude comme si on découvrait pour la première fois ce travers national, c'est aller, à notre avis, vite en besogne. Elevée au rang de pratique courante, on ne s'embarrasse plus de scrupules pour en user en tous occasion. Stigmatiser de jeunes lycéens c'est faire preuve de mauvaise foi, car cette dérive sociétale est visible dans tous les domaines d'activité : il y a lieu à titre illustratif de citer : Le certificat médical de complaisance, le faux certificat de résidence, la fausse déclaration de revenus, le faux bail de location, le faux PV d'élections, l'acte notarié frauduleux, les faux moudjahidine, le faux taximan etc. etc. La liste est tellement fastidieuse, qu'il serait difficile dans restituer ses différents constituants. A supposer que le jeune lauréat obtienne haut la main son diplôme en toute probité, le milieu universitaire l'initiera à la fraude intellectuelle du plagiat par, ignore ces sacrés TIC, opérant par le satanique « copier-coller ». Il apprendra, plus tard, à demander à ses étudiants de potasser les sujets contenus dans son dernier ouvrage.